

GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT



RAPPORT ANNUEL 1989

**DEPARTEMENT DE L'EVALUATION DES OPERATIONS
(OPEV)**

26 juillet 1990

RAPPORT ANNUEL DES OPERATIONS 1989

EVALUATIONS

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
I. <u>INTRODUCTION</u>	1
II. <u>ETAT DE REALISATION DU PROGRAMME</u> <u>DES ACTIVITES 1989</u>	1
A. <u>Le Programme 1989</u>	1
B. <u>Etat de réalisation du Programme</u>	2
1) Rapports d'Audit de Performances des Projets (RAPP).....	2
2) Etudes spéciales.....	3
3) Séminaires et Ateliers.....	4
4) Rapports périodiques.....	4
5) Tâches spéciales.....	4
6) Autres activités.....	4
C. <u>Utilisation de ressources</u>	5
III. <u>REALISATION DU PROGRAMME : Difficultés rencontrées</u>	6
a) Ressources humaines.....	6
b) Retards observés au niveau de la traduction.....	6
c) Guide d'élaboration des RAP.....	6
d) Diffusion des leçons et le processus de rétroaction (feedback).....	6
IV. <u>CONCLUSIONS</u>	7

ANNEXES

- I. Etat de réalisation du programme des activités 1989
- II. Liste des Rapports d'Achèvement de Projets enregistrés en 1988 et 1989
- III. Développement des Institutions Financières et Lignes de crédit à Etudier par les Consultants

BUREAU D'EVALUATION DES OPERATIONS

RAPPORT ANNUEL DES OPERATIONS 1989

TRAVAUX D'EVALUATION

I. INTRODUCTION

1.1 Le programme d'OPEV en 1989 reflète l'orientation générale indiquée dans le Programme des Opérations du Groupe de la Banque pour les années 1987-1991 et est conforme à l'évaluation des fonctions et responsabilités soulignées dans l'Instruction Administrative N° 03/87. Les projets et programmes ont été sélectionnés sur la base des critères établis par le schéma directeur des évaluations. Les thèmes sélectionnés pour les Etudes Spéciales ont trait aux domaines qui ont été identifiés comme étant d'un intérêt particulier pour les futures politiques de prêts et opérations de la Banque.

1.2 Le rapport de l'année 1989 fait état des différentes activités entreprises en 1989 par le Bureau d'Evaluation des Opérations (OPEV). Il présente l'état de réalisation du programme des activités de 1989 et rend compte des réalisations accomplies au cours de cette même année. Certaines observations portent sur des problèmes importants identifiés au cours de la mise en oeuvre du programme.

II. ETAT DE REALISATION DU PROGRAMME DES ACTIVITES 1989

A - Le Programme 1989

2.1 Le programme 1989 se décompose de la manière suivante :

1) Evaluations Rétrospectives de projets

Evaluations rétrospectives de 19 projets réalisés (dont 3 ont été terminés en 1988) et 3 opérations de prêts hors projets ;

2) Etudes spéciales :

a) Evaluation de la création/renforcement des unités de Suivi et d'Evaluation dans cinq pays membres régionaux, opérations entreprises depuis 1988 ;

b) Evaluation de l'impact des lignes de crédit octroyées aux Institutions de Financement du Développement (IFD) ;

3) Séminaires/Ateliers sur

a) la synthèse des Résultats des Evaluations de 1982-1987 et

b) la méthodologie de conception des projets et des Evaluations ;

4) Rapports périodiques (Rapport Annuel, Révision des Résultats des RAPP, Résumé des Evaluations, préparation du programme des activités 1990, etc...).

2.2 A cela devait s'ajouter, selon les instructions de la Direction trois tâches spéciales, comme suit :

- i) une analyse de l'efficacité de la Banque en matière d'opérations de prêts hors projets,
- ii) un rapport d'avancement sur l'utilisation du Fonds d'Assistance Technique (FAT),
- iii) la participation aux Comité de Prêts.

Entre autres tâches, l'on pouvait compter la participation à différentes réunions de comités et la participation à des conférences, séminaires/ateliers ainsi que la révision de documents de politique des opérations.

B - Etat de réalisation du Programme (1989)

L'état de réalisation du programme des activités se présente comme suit:

1. Rapports d'Audit de Performance des projets (RAPP)

2.3 Au 31 Décembre 1989, un total de 18 RAPP avaient été achevés dont 6 ont été soumis au Conseil. Trois RAPP qui avaient été partiellement élaborés, en l'occurrence celui du "Kenya South Nyanza", du projet de "Réhabilitation du café en Ouganda" et du "Projet de Développement Rural Intégré d'Assomada au Cap-Vert", ont été intégrés au programme de 1990.

2.4 Tous les RAPP de 1989 ont été élaborés à partir des RAP fournis par les départements opérationnels. Toutefois, aucun des prêts d'ajustement structurel n'a fait l'objet d'une évaluation rétrospective, dans la mesure où aucun rapport d'achèvement de projet n'était disponible.

2.5 Comme le démontre le tableau 1, on note une augmentation du nombre de RAP élaborés en 1989 (31 rapports au lieu de 17 en 1988). Cependant, ce chiffre demeure en dessous des objectifs, à savoir 36 à 48 RAP/ an, devant être effectués par les départements opérationnels.

Tableau 1

Elaboration des RAPP au 31/12/89

	1987	1988	1989
1. Nombre total des RAPP élaborés	16	20	18
2. Nbre de RAPP reportés	4	3	3
3. Nombre cumulé de RAPP	50	70	88
4. RAP reçus (annuellement)	2	17	31
5. Nombre cumulé de RAP reçus	27	44	75

2.6 La répartition sectorielle des 18 RAPP de 1989 figure au tableau 2 ci-dessous :

Tableau 2
Répartition sectorielle des RAPP - 1989

<u>Secteur</u>	<u>Nombre de RAPP</u>	<u>Répartition (%)</u>
1. Agriculture	5	27,7
2. Transport	3	16,6
3. Equipements collectifs	6	33,3
4. Industrie	2	11,2
5. Education/Santé	2	11,2
Total	18	100

2.7 Les RAPP sur les équipements collectifs représentent 33,3%, viennent ensuite l'agriculture (27,7%), le Transport (16,6%), l'Industrie (11,2%) et l'Education/Santé (11,2%).

2.8 Sur 18 RAPP élaborés en 1989, quatre d'entre eux (le projet de plantation de cacaoyers au Gabon, l'aéroport de Bissalanca, les lignes de crédit en faveur de SOFIDE et EADB) ne se sont pas révélés satisfaisants principalement à cause des points suivants : mauvaise rehabilitation des terres pour les cacaoyers au Gabon ; manque de personnel qualifié pour la gestion de l'aéroport et faiblesse en trafic pour le projet Bissalanca ; et sélection des sous-projets non-viables et détérioration de l'environnement économique des pays pour les lignes de crédit. Une classification détaillée des résultats de chaque projet ayant fait l'objet d'une post-évaluation est fournie à l'annexe I. Les résultats, enseignements et recommandations issus des 18 RAPP ont été consignés dans un rapport spécial, en l'occurrence, le Rapport annuel du Résultats des Evaluations de 1989.

2. Etudes Spéciales

i) Création/Renforcement des Unités de Suivi et d'Evaluation

2.9 Un rapport préliminaire sur les données obtenues grâce au questionnaire montre à la fin de 1989 que 11 pays sont favorables à cette démarche. Des missions d'évaluation des besoins ont été d'ores et déjà envoyées dans 5 pays intéressés (le Burkina Faso, le Niger, le Mozambique, le Togo et l'Egypte) pour débattre du problème de l'organisation, de la gestion, de l'implantation, des ressources nécessaires et du rôle que la Banque peut jouer dans la création/renforcement de telles unités au sein de ces pays. En 1990 d'autres contacts ont été prévus pour effectuer les demandes d'aide par le biais du FAT. Des missions d'identification supplémentaires ont également été planifiées en 1990 pour évaluer les besoins d'autres pays membres régionaux ayant fait part de leur intérêt en la matière.

ii) Evaluation de l'impact des lignes de crédit octroyées aux Institutions de financement de Développement (IFD)

2.10 Un document de stratégie et un questionnaire détaillé couvrant tous les aspects des opérations lignes de crédit, mettant plus particulièrement l'accent sur leur impact, a été élaboré et expédié aux directions des IFD (55) qui ont bénéficié de ces lignes de crédit du Groupe de la Banque. Le questionnaire a également été présenté et favorablement accueilli aux Assemblées Annuelles de l'AIAFD à Abuja en Mai 1989. Des évaluations d'impact approfondies sont prévues dans 14 pays comprenant quinze (15) Institutions de financement de développement (cf. Annexe III).

2.11 Des démarches ont été entreprises pour sélectionner un consultant qui devra s'acquitter de cette tâche. Aussi, le rapport devrait être prêt pour le deuxième semestre 1990. L'USAID a donné son accord pour le financement de la majeure partie de cette étude.

3. Séminaires et Ateliers

i) Séminaires sur la Synthèse des Résultats des Projets 1982-1987

2.12 En raison de difficultés imprévues, le séminaire n'a pu avoir lieu en 1989. Il se tiendra au début de l'année 1990. Ce séminaire a pour but de faire connaître les enseignements du rapport de synthèse et d'assurer le feedback au personnel technique par le biais de discussions et dialogues.

ii) Atelier sur la Méthodologie de conception et d'évaluation de projets

2.13 Le rapport sur les Méthodologies et Schémas d'Évaluations fut achevé en février 1989 et soumis au Conseil. L'USAID a, une fois de plus, accepté de financer cette opération. Les ateliers ont donc pu démarrer en décembre 1989 et prendront fin en juin 1990. Ils seront suivis d'une évaluation préliminaire et d'une période d'essai de six mois après laquelle le Groupe de la Banque décidera de l'adoption d'une quelconque méthodologie.

4. Rapports périodiques

2.14 Le Rapport Annuel de 1988 et le compte-rendu Annuel du résultat des évaluations furent tous deux achevés au cours du premier trimestre 1989 et soumis au Conseil, avant d'être transmis au Comité du contrôle de gestion pour examen.

5. Tâches spéciales

Tel qu'il a été mentionné ci-dessus, les deux "tâches spéciales" suivantes ont été entreprises.

a) Analyse de l'efficacité de la BAD dans les opérations hors-projets

2.15 Il s'agit d'une nouvelle tâche qui fut ajoutée au programme de travail de 1989 à la demande de la direction. Elle comprend une analyse détaillée de 13 prêts d'ajustement sectoriel et 12 prêts d'ajustement structurel financés par le Groupe de la Banque dans 25 pays. Un total de 25 rapports individuels et rapports d'ensemble furent élaborés et soumis à la Direction.

b) Rapport d'avancement sur l'utilisation du FAT

2.16 Ce fut la deuxième tâche exécutée à la demande de la Direction. En conséquence, un bref rapport fut soumis à la Direction.

6. Autres activités

2.17 Depuis 1989, le Département OPEV a été chargé d'assurer le secrétariat du Comité de Politique des Opérations et d'Étude de Procédures mis en place pour étudier et adopter tous rapports élaborés par le Bureau et également suggérer des voies et moyens de mise en oeuvre issus des rapports d'évaluation et des études spéciales. De surcroît, le département OPEV a été chargé d'assister aux réunions du Comité d'Attribution de Prêts en vue

d'assurer la prise en compte des enseignements issus des évaluations dans l'évaluation de nouveaux projets. C'est ainsi que le bureau a assisté aux réunions du Comité de prêts et aux groupes de travail pour faire part des enseignements et recommandations à tirer des résultats des post-évaluations.

2.18 De plus, à la demande des départements opérationnels, OPEV a contribué à l'étude et à l'amélioration de plusieurs documents (opérationnels, de politique générale, notes de synthèse, schémas directeurs, etc...). Les documents de politique générale examinés furent notamment celui de la politique générale du secteur agricole et de la politique de prêt du Groupe de la Banque.

2.19 En réponse aux demandes des départements opérationnels, OPEV a également conçu un guide d'élaboration des RAP sur les prêts d'ajustement structurel et sectoriel. Ce guide contribuera à standardiser les RAP et facilitera la conception des RAPP.

2.20 En plus des faits pré-cités, le département OPEV a préparé, à la demande de la Direction, un résumé analytique du rapport sur les retards pouvant survenir au cours de la mise en oeuvre des projets (1989).

c) Utilisation des ressources

i) Personnel Permanent

2.21 L'exécution du programme d'activités 1989 incombe surtout à 9 cadres dont : deux cadres de supervision et 7 experts. Le total homme-temps utilisé pour la mise en oeuvre du programme est de 388 homme-semaines, dont 188 homme-semaines consacrés à l'élaboration des RAPP et 94 homme-semaines à l'analyse de l'efficacité de la Banque dans les opérations à l'appui du développement. Le détail d'homme-semaines utilisés dans le cadre des autres activités figure à l'annexe I.

ii) Prestations de service des consultants

2.22 Le temps d'expertise consacré à la mise en oeuvre du Programme d'Activités au cours de cette même année fut renforcé par des prestations de service de consultants à court terme, s'évaluant à 105 homme-semaines, dont 78 consacrés aux RAPP, 18 aux études spéciales sur les lignes de crédit et à l'analyse de l'efficacité des opérations à l'appui du développement de la BAD. Les consultants ont été engagés pour compenser le manque d'expertise dans certains domaines et pour faire face à la masse de travail sans cesse croissante.

2.23 Le tableau 3 ci-dessous présente un état des ressources humaines du département OPEV au 31/12/1989. Il faudrait noter cependant que le nombre de cadres n'a pas changé tandis que le personnel de soutien a été réduit d'une personne.

Tableau 3

Bilan des ressources humaines d'OPEV au 31/12/89

<u>Cadres (y compris Directeur et Directeur-Adjoint)</u>	<u>1987</u>	<u>1988</u>	<u>1989</u>
- Etat du personnel en début d'année	11	10	9
- Départs du département : (1 Agronome et 1 Economiste)	1	1	-
- Etat du personnel en fin d'année	10	9	9
<u>Personnel de soutien</u>			
- Etat du personnel en fin d'année	7	7	6

III. REALISATION DU PROGRAMME : Difficultés rencontrées

a) Ressources humaines

3.1 En raison du nombre réduit de cadres dont dispose le département OPEV (9 cadres), il n'a pas été possible d'exécuter convenablement les différentes activités programmées. Le département a donc dû avoir recours à l'utilisation de consultants à court terme pour combler le manque. Mais dans la mesure où les procédures de recrutement sont assez longues, il s'avère nécessaire de constituer une équipe comprenant au moins deux économistes sectoriels et deux analystes financiers.

b) Retards observés au niveau de la traduction

3.2 Les retards de traduction des RAP et des RAPP demeurent un problème majeur ayant souvent eu pour incidence des retards au niveau de la soumission des RAPP. Des retards de traduction de plus de six mois ont souvent été constatés. De surcroît, la traduction et la frappe de certains RAP qui nous parviennent des différents départements opérationnels dans une seule langue constituent une contrainte supplémentaire, occasionnant une fois de plus des retards au niveau de la soumission des RAPP. Ainsi donc, les RAP devraient être soumis dans les deux langues.

c) Guide d'élaboration des RAP (nouvelle version)

3.3 La nouvelle version du guide d'élaboration des RAP doit encore être révisée et adoptée par les départements opérationnels. L'approbation de ce guide par tous les experts est nécessaire pour l'amélioration de la qualité des RAP (qui quelquefois présentent des différences au niveau des éléments et de la profondeur de l'analyse), pour l'amélioration des enseignements à tirer et du niveau d'auto-évaluation et également pour faciliter la conception des RERP.

d) Diffusion des leçons et le processus de rétroaction (feedback)

3.4 Bien que des efforts concertés aient été effectués pour tirer partie des enseignements et résultats des évaluations par l'organisation des séminaires et ateliers, par la distribution des RAPP et les résumés des évaluations, de même que par la participation aux réunions interdépartementales et aux réunions du Comité de Prêts, il reste encore

beaucoup à faire pour améliorer le mécanisme de feedback, en invitant notamment les experts à refléter dans les rapports de préparation et d'évaluation des nouveaux projets, les éventuels enseignements retenus. Il serait également souhaitable que les fiches de projet, les termes de référence ainsi que les Rapports de Préparation et d'Evaluation, comprennent une partie spécialement réservée à cet effet, comme c'est le cas pour ce qui concerne l'environnement.

IV. CONCLUSIONS

4.1 D'une façon générale, les objectifs du programme des activités d'OPEV 1989, ont été atteints malgré les problèmes de ressources humaines et des tâches supplémentaires. L'évaluation de projets individuels demeure le point focal du Système d'Evaluation des Opérations. L'intérêt croissant pour les études et actions spéciales initiées pour renforcer les capacités d'évaluation dans certains pays membres fut un pas positif vers l'élargissement et l'approfondissement des activités d'évaluation, en amenant notamment les emprunteurs à procéder à des auto-évaluations.

4.2 Cependant, des efforts systématiques supplémentaires sont nécessaires pour accroître l'utilisation des enseignements tirés dans la conception et l'évaluation de nouveaux projets. C'est ainsi que les pratiques des Banque multilatérales de développement (BMD) selon lesquelles les départements opérationnels préparent un plan d'action pour l'utilisation des enseignements tirés des évaluations, devraient être adoptées. Une autre solution serait d'inclure dans les rapports de préparation et d'évaluation ainsi que dans les notes de présentation de projet, une rubrique sur l'utilisation des enseignements pertinents tirés des évaluations.

4.3 En modelant les futurs programmes d'évaluation, OPEV entend continuer à accorder de l'importance aux domaines prioritaires tels que l'impact social et économique, le développement institutionnel, le développement du suivi et de l'évaluation, ainsi que les capacités d'évaluation des emprunteurs.

4.4 Afin de permettre la réalisation de certains objectifs mentionnés ci-dessus, le programme des activités 1990 prévoit l'étude d'un Système d'Evaluation Informatisé permettant ainsi un accès facile aux enseignements établis.

BUREAU D'EVALUATION DES OPERATIONS
Etat de réalisation du programme des activités
(au 31 décembre 1989)

N°	Rapports/Etudes/Tâches	Achevé	Classe- ment +	Travaux en cours (repor- tés à 1990)	Homme-semaines utilisés		
					Pers.	Consult.	
		(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	
A. Rapport d'Audit de Performance des projets (RAPP)							
<u>Agriculture</u>							
1	Kenya	Sucre/Nyanza-Sud	-	X	6	0	
2	Liberia	Foresterie	X	C	9	8	
3	Ouganda	Projet café	-	...	6	0	
4	Cap-Vert	Rout agric. Assomada	-	...	6	0	
5	Rwanda	Thé de Gisovu	X..	B	11	0	
6	Gabon	Plantation cacao Woleu	X	D	6	0	
		Ntem	X	D	6	0	
7	Swaziland	Sucre Simunye	X..	B	1	9	
8	Lesotho	Prés d'embouche	X	C	2	8	
<u>Transport</u>							
9	Malawi	Aéroport Inter. Kamuzu	X..	C	2	8	
10	Guinée Bissau	Aéroport de Bissalanca	X	D	12	0	
11	Ile Maurice	Pont NW-Grand River	X..	B	10	0	
<u>Services publics</u>							
12	Guinée	Adduction d'eau et Assai- nissement/Conakry	X..	C	10	0	
13	Cap-Vert	Adduction d'eau et Assainissement	X	C	2	8	
14	Zaïre	PAE cinq centres	X	B	8	7	
15	Gabon	Dével. & extension Télé coms. Téléph. Port-Gentil + Libreville	X	A	10	7	
16	Swaziland	Télécommunications I & II	X..	A	10	0	
17	RCA	Téléphone - Bangui	X	B	12	0	
<u>Education/Santé</u>							
18	Botswana	Formation Ens. du Sec.	X	A	10	0	
19	Malawi	Education Prim. et tert.	X	B	4	7	
<u>Industrie</u>							
20	Zaïre	Ligne de crédit SOFIDE	X	D	4	8	
21	Multi *1	Lignes de crédit EADB	X	D	4	8	
*2/	RAPP achevés en 1988		4	-	-	43	0
	Total (A)			18		3	188

78

- * 1 = Multinational (Ouganda, Kenya & Tanzanie) ** = Soumis au Conseil
+ A = Très positif ; B = positif avec inconvénients mineurs
C = passable ; D = Résultats non satisfaisants
* 2 = achevés en 1988 mais ont fait l'objet de révisions en 1989.

BUREAU D'ÉVALUATION DES OPERATIONS
Etat de réalisation du programme des activités
(au 31 décembre 1989)

N°	Rapports/Etudes/Tâches	Achevé	Travaux en cours (Reportés à 1990)	Homme-Semaines utilisés	
		(1)	(2)	Pers. (3)	Consult. (4)
B. Tâches spéciales					
1	Retards de mise en oeuvre et exécution de proj. Résumé	X	...	4	0
2	Etude sur unités de Suivi et Evaluation	...	X	15	0
3	Evaluation impact des lignes de crédit IFD	...	X	6	18
	Total (B)			25	18
C. Séminaires/ateliers					
1	Synthèse Résultats des projets 1982-87	X	...	4	0
2	Evaluation de la Méthodologie	...	X	2	0
	Total (C)			6	0
D. Rapports périodiques					
1	Rapport annuel 1988	X	...	3	0
2	Compte rendu annuel des résultats RERP	X	...	4	0
	Total (D)			7	0
E. Tâches supplémentaires					
1	Examen à mi-parcours : Analyse de l'efficacité des opérations à l'appui des réformes de la BAD	X	...	94	9
2	Utilisation du FAT	X	...	2	0
	Total (E)			96	9
F. Autres activités					
1	Secrétariat assuré au comité d'étude de procédures et politiques opérationnelles	...	X	1	0
	Total (F)			1	0
2	Préparat. des guides d'élaboration des RAP pour prêts d'ajustement structurel et sectoriel Etude des Rapports d'Evaluation et participation aux réunions du Comité des Prêts	...	X	5	0
G. Travaux de Gestion et Supervision					
	Total général (A à G)			60	0
				378	105

BUREAU D'EVALUATION DES OPERATIONS -Rapport Annuel des Activités - 1989Liste des Rapports d'Achèvement de Projets enregistrés en 1988

No.	Pays	Nom du projet	Secteur	Date réception	Soumission au Conseil Mois/Année
1	Ghana	Riz de Nasia	Agriculture	20/06/88	Juil. 1989
2	Liberia	Foresterie	Agriculture	22/03/88	Déc. 1990
3	Rwanda	Thé de Gisovu	Agriculture	28/10/88	Sept. 1990
4	Burundi	Stockage de céréales	Agriculture	30/12/88	1990*
5.	Gabon	Plant. cacao			
		Woleu Ntem	Agriculture	13/12/88	Déc. 1990
6	Bénin	Développt - Elevage	Agriculture	22/02/88	Oct. 1989
7	Mauritanie	Trente-six puits	Agriculture	18/02/88	Fév. 1989
8	Lesotho	Prés d'embouche	Agriculture	31/08/88	Déc. 1989
9	Malawi	Aéroport Int. Kamuzu	Transport	07/09/88	Août 1989
10.	Ile Maurice	Pont NW Grand River	Transport	11/10/88	Août 1989
11	Niger	Ecole de Méd. Niamey	Social	01/03/88	Fév. 1989
12	Botswana	Formation Ens. Sec.	Social	15/09/88	1990*
13	Somalie	Assainissement Mogadiscio	Serv. publ.	07/10/88	1990*
14	Guinée	Adduction d'eau et assainissement - Conakry	" "	14/01/88	Fév. 1990
15	Cap-Vert	Adduction d'eau et Assainissement	" "	25/11/88	Déc. 1989
16	Swaziland	Télécommunications	" "	23/08/88	Nov. 1989
17	RCA	Téléphone Bangui	" "	11/03/88	Déc. 1989

* = planifié

(à suivre)

BUREAU D'ÉVALUATION DES OPERATIONS -

Rapport Annuel des Activités 1989

LISTE DES RAPPORTS D'ACHEVEMENT DE PROJETS ENREGISTRÉS EN 1989

No.	Pays	Nom du projet	Secteur	Date Réception	Soumission au Conseil Mois/Année
1	Kénya	Sucre Nyanza-sud	Agriculture	11/04/89	Déc. 1989
2	Lesotho	Rte inter. Phuthiatsana	Agriculture	28/04/89	
3	Zimbabwe	Ligne de crédit	Agriculture	13/09/89	
4	Mali	Rte Sud-Mali	Agriculture	20/03/89	
5.	Ouganda	Rehabilitation café	Agriculture	23/01/89	Déc. 1989
6	Cap-Vert	Rte rurale Assomade	Agriculture	24/01/89	
7	Mali	Production de semences	Agriculture	26/05/89	
8	Tchad	Irrigation Sategui			
		Deressi	Agriculture	24/05/89	
9	Swaziland	Sucre de Simunye	Agriculture	03/01/89	Oct. 1989
10.	Tanzanie	Rte Rusumo Lusahunga	Transport	08/03/89	
11	Botswana	Aéroport New Gaborone	Transport	08/08/89	
12	Burundi/ Rwanda	Rte Rugombo/Bugarama	Transport	07/08/89	
13	Kenya	Route Homa - Bay Rongo	Transport	18/10/89	
14	Guinée Bissau	Aéroport de Bissalanca	Transport	26/01/89	
15	RCA	Entret. de réseau rout.	Transport	05/05/89	
16	Niger	Route Zinder-Agadez	" "	20/06/89	
17	Kenya	Adduct. d'eau de Ndia	Serv.Publics	03/08/89	
18	Tanzanie	Assainist. & drainage de DODOMA I	" "	10/10/89	
19	Tanzanie	Assainis. & drainage de DODOMA II	" "	10/10/89	
20	Botswana	Télécoms. II	" "	10/10/89	
21	Lesotho	Télécommunications	" "	31/03/89	
22	Botswana	Télécoms I	" "	10/10/89	
23	Malawi	Adduc. d'eau Blantyre	" "	01/03/89	
24	Zaire	PAE 5 centres	" "	12/04/89	Déc. 1989
25	Gabon	Dév. Téléc. Port Gentil	" "	27/06/89	Déc. 1989
26	Gabon	Extens. Téléph. librev.	" "	27/06/89	Déc. 1989
27	Cap-Vert	Extension télécoms.	" "	28/07/89	
28	Multi* 1	Ligne de crédit EADB	Industrie	30/01/89	
29	Swaziland	Manufacture coton	Industrie	21/02/89	
30	Zaire	Ligne de crédit SOFIDE	Industrie	14/04/89	Déc. 1989
31	Malawi	Ed. Prim. & tertiaire	Social	18/01/89	Déc. 1989

1 = Multinational (Ouganda, Kenya, et Tanzanie) + = planifié (suite)

INSTITUTIONS FINANCIERES DE DEVELOPPEMENT ET
LIGNES DE CREDITS A ETUDIER PAR LES CONSULTANTS

A. Etudes déjà financées par la BAD

	IFD	LDC	SECTEUR	RAPP	PAYS
1.	SOFIDE (BAD)	I et II	A + I	*	Zaire
2.	EADB	I et II	I	*	Ouganda
3.	BDZ	I et II	I	*	Zambie
4.	BDag.	I	A + I	*	Lesotho
5.	BDM	I	A + I + T	*	Maurice

B. Etudes non encore financées

6.	BID	I et II	I		Egypte
7.	AFC	I	A		Zimbabwe
8.	SNDB	I et II	A + I	*	Sierra Leone
9.	BCA	I	A		Zaire
10.	BDET	I et II	I + T		Tunisie
11.	BNDE	I, II et III	I	*	Maroc
12.	CNCA	I et II	A	*	Maroc
13.	AgDB	I	A	*	Ghana
14.	SDB (BAD)	I	A	*	Somalie
15.	TIB	I et II	I	*	Tanzanie

C.. Lignes de Crédit avec décaissement lent

16.	ABS + IBS	I	A		Sudan
17.	IDB	I	A		Ethiopie
18.	SOFIDE (FAD)	I	A + I	*	Zaire
19.	CNCA	I	A		B. Faso
20.	BNI	I	A + I		Ghana

Les IFDs peuvent être groupés par pays comme suit :

- Tunisie et maroc (2)
- Sierra léone et Ghana
- Zimbabwe, Lesotho, Tanzanie et Ethiopie
- Soudan, Somalie et Egypte
- Zaire et Burkina Faso

* Lignes de crédit ayant fait l'objet d'un RAPP.

Key : A + I : Agriculture et Industrie
I : Industrie
A + I + T : Agriculture + Industrie + Tourisme

LDC : Ligne de crédit
IFD : Institutions financières de Développement